

La boîte de Pandore

Par **Alain CAMBIER**

Docteur en philosophie, professeur en classes préparatoires,
Faidherbe - Lille

En ces temps de crise socio-économique et de risques écologiques, un observateur étranger serait très surpris de constater qu'en France les autorités les plus hautes ont mis au premier plan la question de l'identité nationale. Préfectures et sous-préfectures ont été sommées de mobiliser les forces vives de la nation pour réaffirmer « la fierté d'être français ». Un tel débat, organisé artificiellement d'en haut, a pourtant été considéré – même par Martin Hirsch – comme « une opération 100 % politique ». Il ne peut que susciter une grave inquiétude puisqu'il agite des thèmes idéologiques propices au développement de l'intolérance.

À l'issue de la présidentielle de 2007, tous les républicains ont pensé pouvoir se réjouir de la transformation apparente du paysage politique français : le parti extrémiste, qui s'était retrouvé au second tour de la présidentielle de 2002, voyait alors son électorat laminé. Depuis, le doute a surgi : alors que, sous la V^{ème} République, la droite républicaine française – avec de Gaulle – s'était imposée en se démarquant de l'extrême droite nationaliste, elle donne maintenant l'impression fâcheuse d'avoir repris sans vergogne certaines de ses marottes. Ainsi, des thèses qu'au moins la prudence politique interdisait d'alimenter sont désormais jetées en pâture, de manière irresponsable.

Un ministère illégitime dans une démocratie libérale¹

Déjà, certains slogans de campagne étaient apparus en 2007 éminemment troublants comme « *La France, tu l'aimes ou tu la quittes !* ». Cette façon d'ériger un devoir d'amour ne peut que conduire à l'aveuglement du chauvinisme. Les Français ont droit aussi de passer au crible leur propre histoire passée et présente. Seuls les États totalitaires rendent obligatoire l'amour de la patrie. Des Français courageux ont justement préféré quitter leur pays à un moment donné pour mieux rester fidèles aux valeurs fondamentales, plutôt que de se compromettre en restant dans l'hexagone. Victor Hugo n'avait-t-il pas dû s'exiler à Jersey, pendant de nombreuses années, pour exprimer son désaccord total avec le second Empire ? N'est-ce pas en s'expatriant à Londres que de Gaulle a relevé le défi de la Résistance, alors que l'État français pactisait avec l'ennemi ? En mai 2007, la création d'un ministère de l'identité nationale a confirmé les craintes : « *Savoir qui l'on est, c'est aussi comprendre où l'on va* », claironnait le premier titulaire de ce

ministère créé *ad hoc* pour fidéliser l'électorat le plus xénophobe. Prétendre saisir le « *qui* » d'un « *on* » anonyme, pronom indéfini, relève déjà d'une contradiction dans les termes. Vouloir définir la substance d'un pays revient souvent à présenter les préjugés les plus simplistes comme des évidences². Mais, surtout, faire relever l'identité nationale d'un ministère consiste à la réduire à un objet d'administration, comme si l'esprit d'une nation pouvait être soumis à une normalisation bureaucratique. En favorisant sur un site officiel le retour du refoulé raciste et en préconisant des mesures administratives de plus en plus restrictives, le nouveau titulaire de ce ministère joue les Pandore, laissant se répandre le remugle de vieux démons nationalistes malsains.

La question sulfureuse de l'identité nationale

Lors de la montée du Front National, les sophismes à propos de l'identité nationale³ avaient déjà été pointés, mais il est stupéfiant de les voir relayés aujourd'hui par un pouvoir dûment en place. La nation est une notion très ambiguë qui renvoie étymologiquement à celles de naissance et de nature : dans ce cas, elle ne peut qu'induire un nationalisme obscurantiste de l'hérédité. Pourtant, les sciences du vivant ont montré que l'unité d'un organisme est due à une synthèse d'identité et d'altérité, qu'elle se caractérise avant tout par sa plasticité et son ouverture aux expériences nouvelles. Le décalage entre le génotype et le phénotype – voire les phénomènes de phénotypie – révèlent des capacités insoupçonnées d'adaptation et d'évolution qui sont la caractéristique de la vie biologique. Loin d'être rigoureusement préformée, l'identité du vivant relève donc d'une épigénèse. Comme l'avait souligné Georges Canguilhem, l'être vivant biologique est toujours le fruit d'une « improvisation » et son identité demeure en devenir⁴. *A fortiori*, la question de l'identité des êtres conscients et réfléchis apparaît encore plus paradoxale. L'identité personnelle comme ipséité – celle d'un soi réfléchi – est étrangère à un éventuel noyau permanent de personnalité : elle est faite de discordances et de concordances et se présente toujours sous la forme d'un défi sans cesse à relancer. Alors que l'Autre peut sembler le contraire d'une identité considérée comme immédiate et non réfléchie, l'altérité se révèle au cœur même

² Du genre : « *La France est-elle le pays du vin ou du fromage ?* » (Sic !).

³ Ils remontent à loin, comme Maurice Barrès qui affirmait : « *Dreyfus est coupable, je le déduis de sa race !* ».

⁴ Georges Canguilhem, *La Connaissance de la vie*, éd. Vrin, 1965, p. 118. À ce propos, François Jacob parlera de « jeu des possibles ».

¹ Ce n'est pas la légitimité d'un ministère de l'immigration qui est ici en question mais la conjonction avec l'expression « identité nationale ».

de l'ipséité dont elle assure la tension dynamique⁵. Quant à l'idée de l'identité d'une nation entière, elle relève plutôt de celle des êtres de fiction et vouloir contrôler l'imaginaire apparaît comme une entreprise de manipulation idéologique. Au nationalisme ethnique, on oppose volontiers le nationalisme électif de Renan⁶, fondé sur l'adhésion volontaire à l'héritage de valeurs culturelles partagées. Mais il ne faudrait pas transformer celles-ci en des dogmes figés. Seul l'esprit critique peut garantir la vie de ces valeurs et les empêcher de se constituer en patrimoine sclérosé. Comme le dit Tzvetan Todorov, « *Il n'existe pas de culture française unique et homogène, mais un ensemble de traditions diverses, voire contradictoires, en état de transformation permanente, dont la hiérarchie varie et continuera de le faire* »⁷. Qui peut ignorer que la référence à de prétendues valeurs françaises éternisées revient à nier la dynamique de notre histoire ? Tout attachement à un pays exige une capacité de distanciation qui est le propre des êtres conscients et libres.

Derrière l'agitation, une politique d'inspiration « schmittienne » ?

On a souligné le style vibronnant de la pratique politique actuelle du pouvoir qui revendique sans complexe un activisme incessant. À force, la tentation est grande de faire croire que l'exception puisse devenir la règle. Le décisionnisme politique exacerbé semble directement inspiré de Carl Schmitt : chez lui, il s'articule sur une théorie agressive de la souveraineté absolue, sur la désignation nécessaire d'un ennemi providentiel et le recours à une conception intégrative de la représentation visant un idéal de similarité entre les citoyens⁸. Pour justifier un interventionnisme tous azimuts, il faut nécessairement entretenir l'idée que nous serions constamment en situations d'urgence, voire les fabriquer... Dans la course impatiente à forger des situations exceptionnelles, agiter la figure d'un ennemi intérieur potentiel apparaît comme un ultime moyen pour manipuler l'opinion publique. Mais il est contraire à

la république de distiller des idées qui visent à stigmatiser certaines catégories de la population française – hier, les juifs, aujourd'hui la population d'origine immigrée, de confession musulmane – et d'entretenir insidieusement le soupçon sur elles⁹. Activer les tensions entre les Français, rechercher des boucs émissaires, favoriser la haine de l'autre revient à jouer avec le feu. Il s'agit d'une stratégie de la provocation dont les effets peuvent être totalement incontrôlés. Toute notre histoire montre que permettre l'altruicide moral ou juridique ne peut conduire qu'au suicide de la politique, voire à la violence nihiliste de la guerre civile. Faire croire que la relation avec les banlieues doit nécessairement relever de l'affrontement revient à instiller l'idée que la politique extérieure de la France en Afghanistan commencerait déjà ici¹⁰. L'agitation incroyablement disproportionnée sur la *burqa* – vêtement traditionnel largement répandu à Kaboul, phénomène extrêmement marginal en France – témoigne de cette volonté d'amalgame sur un ennemi intérieur potentiel. Une telle politique ne peut conduire qu'à une conception de plus en plus étriquée de la nation. Comme l'avait souligné Lévi-Strauss, le barbare est l'homme qui veut voir dans les autres des barbares¹¹. Mais, à l'époque de la globalisation, du développement des organisations supra-nationales et des échanges interculturels, cette dérive « schmittienne » de la politique apparaît nécessairement synonyme de régression des mentalités. Au fond de cette nouvelle boîte de Pandore ne peut se trouver l'espérance, mais toujours la lie extrémiste et vindicative...

L'identité nationale n'est pas l'affaire de l'État, parce qu'elle ne se réduit pas à l'identité civique. Elle relève avant tout de la société civile, de sa pluralité et de son devenir incessant. Elle se nourrit désormais des échanges économiques et socioculturels avec toutes les autres nations. Elle s'invente au jour le jour et sa grandeur est proportionnée à son ouverture d'esprit. Car nos valeurs ne peuvent être respectables que si elles s'avèrent potentiellement universelles. Le cosmopolitisme n'est pas incompatible avec le nationalisme, puisque les valeurs qui servent de repères aux êtres humains sont nécessairement universelles sur le fond. C'est le rôle des institutions républicaines d'ouvrir un peuple aux valeurs universelles plutôt que de l'inciter à se recroqueviller sur des peurs irrationnelles. ■

⁵ Cf. Paul Ricœur, *Soi-même comme un autre*, éd. du Seuil, 1990.

⁶ Cf. sa conférence à la Sorbonne du 11 mars 1882 sur le thème : « *Qu'est-ce qu'une nation ?* ».

⁷ Tzvetan Todorov, *La Peur des barbares*, éd. Laffont, 2008, p. 121. Cf. également son article dans *Le Monde* du 15 novembre 2009 : *Menaces sur la démocratie*.

⁸ « Est souverain celui qui décide de la situation exceptionnelle », Carl Schmitt, *Théologie politique*, éd. Gallimard, 1984, p. 15. Sur ces différents thèmes, cf. également *La Notion de politique et Théorie de la constitution*, chap. 16, § 2. Rappelons que le décisionnisme politique de Carl Schmitt l'a conduit à épouser les thèses de Hitler et du national-socialisme à partir de 1933 (cf. *État, mouvement, peuple*, éd. Kimé, 1997).

⁹ Cf. l'appel mis en ligne le 7 janvier 2010 contre le ministère de l'identité nationale : www.pourlasuppressionduministereledelidentitenationale.org ; cf. également l'appel contre l'indignité lancé le 14 janvier 2010 : contreindignité@gmail.com

¹⁰ Cf. l'entretien d'Emmanuel Todd au journal *Le Monde* du 27-12-2009.

¹¹ Cf. Lévi-Strauss, *Race et histoire*, Todorov approfondit une thèse voisine dans *La Peur des barbares*.